

LES PRISES DE POSITION

• *des étudiants*

LE 49^e Congrès de l'U.N.E.F., tenu à Lyon en avril dernier, avait exprimé sa volonté « **de prendre toutes les mesures susceptibles de favoriser la réconciliation des étudiants français et des étudiants algériens, préfigurant une réconciliation de la France avec la Nation algérienne** ».

Le 6 juin, les dirigeants de l'U.N.E.F. et ceux de l'U.G.E.M.A. se sont réunis à Lausanne pour faire entrer cette résolution dans les faits et mettre solennellement fin à une rupture de trois ans et demi.

Une fois de plus, par son courage et sa détermination, l'U.N.E.F. a su montrer l'exemple. Le geste de Lausanne n'a cependant pas été pour elle une simple formalité. Il est l'aboutissement de plusieurs années de travail d'information, de luttes internes, de résistances aux pressions extérieures. Il est de ces gestes mûrement réfléchis et sérieusement pesés. Il est aussi l'application d'une décision démocratique et largement majoritaire.

Alors qu'après six années de guerre les responsables de ce pays écartent la seule solution juste et démocratique, alors que le chef de l'État a fermé les portes à la négociation, les étudiants français ont voulu prouver que le dialogue est possible, que la discussion entre partenaires égaux est la véritable solution. Et les étudiants algériens leur ont donné raison.

Le texte du communiqué dit mieux que tout commentaire la signification de la volonté commune des signataires. Cette signification est plus grande encore à cause de la qualité de ces signataires.

D'un côté les porte-parole des jeunes intellectuels français qui, plus que toute autre fraction de l'opinion, ont ressenti et dénoncé publiquement une guerre qui est, pour eux, anachronique, cruelle et absurde ; qui ont su défendre, à travers toutes les vicissitudes, les valeurs de l'enseignement qu'ils ont reçu. De l'autre côté, les représentants d'une jeunesse poursuivie, emprisonnée, torturée, chassée à l'étranger et qui a su rester solidaire de la lutte de son peuple.

Les étudiants français ont pris des responsabilités qu'ils savent lourdes de conséquences. L'U.N.E.F. va plus que jamais être dénigrée, dénoncée. Seuls les défenseurs d'un colonialisme meurtrier et aveugle lui jetteront la pierre.

Elle a pour elle la justice, la fraternité internationale, le courage politique. Elle a surtout le mérite d'avoir montré à l'opinion française, ainsi que le lui impose sa charte fondamentale, où va le sens de l'Histoire.

Gilbert BARBIER

Voici le texte du Communiqué Commun U.N.E.F. - U.G.E.M.A. publié à l'issue de la rencontre de Lausanne :

En décembre 1956, le refus de l'U.N.E.F. de « définir clairement sa position vis-à-vis de la politique colonialiste menée par la France en Algérie et des aspirations nationales du peuple algérien » amena l'U.G.E.M.A. à rompre ses relations avec l'U.N.E.F.

La prise de conscience par les étudiants français des données de la guerre d'Algérie, qui se poursuit depuis six ans, a abouti à la motion du 49^e Congrès de l'U.N.E.F. permettant la reprise des relations entre le Comité de Liaison des organisations étudiantes des pays coloniaux et nouvellement étudiantes et l'U.N.E.F. (déclaration commune du 27 mai 1960).

A la suite de cette reprise de relations, l'Union Nationale des Etudiants de France et l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens se sont rencontrées à Lausanne le 6 juin 1960, pour discuter des possibilités d'action pouvant contribuer à la fin de la guerre d'Algérie. Les deux Unions ont constaté leur accord sur les points suivants :

— **Au moment où s'opère la libération du Continent Africain, la guerre imposée au peuple algérien, parce qu'anachronique, est d'autant plus absurde et cruelle. La signification de cette guerre dépasse largement les frontières de l'Algérie : elle s'inscrit dans le cadre de l'émancipation de l'Afrique et affecte les relations de la France avec tous les peuples africains.**

— **Ce n'est que dans la mesure où le Gouvernement français accepte d'entrer en pourparlers avec le Front de Libération Nationale pour discuter des garanties et des modalités d'application de l'autodétermination, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, qu'un cessez-le-feu pourra intervenir et la paix revenir en Algérie.**

— **L'avenir de l'Algérie appartient au peuple algérien. Sans préjuger de son choix, les deux Unions Nationales considèrent que dans le cadre des traditions universitaires de libre coopération, la reprise des relations entre elles constitue le gage d'une entente entre les deux jeunesse et une chance de coopération librement consentie entre les peuples Algérien et Français.**

Les étudiants français et algériens expriment leur volonté de favoriser la réconciliation de la France et de la Nation Algérienne et la cohabitation de tous les habitants de l'Algérie.

Alors que la guerre oppose cruellement deux jeunesse, l'U.N.E.F. et l'U.G.E.M.A. entendent montrer ainsi que le dialogue est possible et qu'il est seul susceptible de mettre fin à la guerre coloniale d'Algérie et d'aboutir à la paix.

• *du G.E.R.O.J.E.P.*

DANS un communiqué publié à l'issue de leur assemblée plénière du 2 juin, les cinquante-trois mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, réunis dans le groupe d'études et de rencontres des organisations de jeunesse et d'éducation populaire (G.E.R.J.E.P.) « rappellent leur manifeste du 8 août 1958 par lequel ils affirmaient leur mission de former des êtres libres, des citoyens conscients, des hommes solidaires et fraternels.

« Constatent que la guerre d'Algérie en est à sa sixième année et que les jeunes du contingent supportent l'essentiel de son poids ;

« Soulignent la part considérable du budget consacrée à la guerre et les conséquences matérielles qu'entraînent, tant pour la jeunesse que pour l'économie du pays, 28 mois de service militaire ;

« Soulignent surtout les conséquences morales du conflit qui s'éternise, jette le trouble sur l'ensemble de la jeunesse et place les jeunes appelés dans un climat extrêmement défavorable à l'initiation aux responsabilités ;

« Affirment que c'est seulement avec le retour à la paix que les Mouvements de jeunesse pourront remplir pleinement leur mission d'éducation ;

« Expriment leur volonté de voir cesser une guerre qui oppose deux jeunessees et compromet de plus en plus la réconciliation nécessaire, quelle que soit la situation future de l'Algérie ;

« Lancent un appel pour que soit trouvée une solution rapide au conflit par l'application loyale d'une politique permettant aux Algériens de déterminer librement leur destin. »

C'est la première fois que le G.E.R.O.J.E.P. prend publiquement position sur le conflit algérien.

C'est pourtant, d'une certaine manière, ce conflit qui a été à l'origine du G.E.R.O.J.E.P. Au lendemain du 13 mai et après l'installation du gouvernement De Gaulle, un certain nombre de mouvements de jeunesse et d'éducation populaire se regroupaient autour de l'U.N.E.F. Le 8 août 1958, quarante et une organisations publiaient un manifeste commun sur lequel elles définissaient leur conception d'une éducation démocratique et affirmaient leur volonté de s'opposer à toute tentative de mainmise fasciste sur la jeunesse française. Ce manifeste marquait la naissance du G.E.R.O.J.E.P.

L'originalité de ce groupe réside essentiellement dans le fait qu'il rassemble des organisations non politiques, quelle que soit leur idéologie. On y retrouve, entre autres, la Ligue de l'Enseignement, les mouvements de jeunesse catholiques, la F.E.N., le S.G.E.N., l'U.N.E.F., les mouvements scouts, la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse, les Maisons de

Jeunes.

Malgré leurs divergences d'origine, les membres du G.E.R.O.J.E.P. se sont réunis régulièrement depuis la création de celui-ci. Le G.E.R.O.J.E.P. a surtout eu comme tâche de déterminer des positions communes devant les multiples initiatives de la Cinquième en matière de « politique de la jeunesse ». Le problème algérien, dans quelques-unes de ses conséquences, a été une de ses préoccupations : situation des jeunes du contingent de retour d'Algérie, mouvements de jeunesse en Algérie, service militaire, camps de « regroupement ».

Au lendemain du 24 janvier, le G.E.R.O.J.E.P. condamnait les émeutiers d'Alger et proclamait son attachement à la démocratie. Aujourd'hui il se fait l'interprète de la jeunesse française qui est la première à subir les conséquences de la guerre et la première à souhaiter une solution rapide et juste.

• des syndicats

D EPUIS plusieurs mois, nous avons l'impression que, dans le combat pour la paix en Algérie, les centrales syndicales peuvent et doivent jouer un rôle de premier plan. Où en est-on dans ce domaine ?

L'unité du 1^{er} février n'avait pas été réalisée sans difficultés. Comment, dans de semblables circonstances, faire plus vite ? Comment aussi passer d'une défensive contre le fascisme à une offensive contre la guerre qui l'alimente ?

Ces questions, les syndicalistes se les sont posées. Dans chaque centrale — notamment à F.O. et à la C.F.T.C. — il y a d'abord eu, à l'occasion d'une réunion interne, des précisions apportées sur ce qu'il convenait de faire pour la paix. Ainsi en est-on arrivé à constater que tout le monde attendait l'autodétermination comme objectif et admettait que, pour qu'elle soit loyale, les garanties devaient être négociées avec le F.L.N. Autodétermination, donc, et négociations techniques (et non seulement militaires). Partant de là, il semble que rien, théoriquement, n'empêche l'action commune.

Pour tenter d'aller plus loin que ce « théoriquement », des initiatives ont été prises, des rencontres ont eu lieu. L'U.N.E.F. a joué un rôle de pivot, comme en février. Pourtant, plusieurs semaines d'efforts n'ont rien amené de précis. On est d'accord sur les objectifs, mais les vieux obstacles demeurent. F. O. ne veut pas de l'unité avec la C.G.T., la C.F.T.C. n'en veut pas

sans F.O., la F.E.N. n'est pas pressée.

Tout au moins, sur le plan national. Il n'en est pas de même en effet à l'échelon des départements. Dans plusieurs régions nous assistons à une conjonction des luttes revendicatives et des combats pour la paix. En Loire-Atlantique, le cartel CGT-CFTC-FO-FNSEA, en prenant position sur les problèmes d'aménagement débouche sur la question algérienne. Dans le Puy-de-Dôme, un cartel de même composition prend les mêmes initiatives. Dans la Loire, si les paysans n'y sont pas, la F.E.N. s'ajoute aux centrales ouvrières. Dans les Côtes-du-Nord, la Haute-Garonne, l'unité syndicale s'est réalisée à propos de l'Algérie. Dans l'Isère, l'U.N.E.F. ayant pris l'initiative, les syndicats ont tenu une conférence de presse, et c'est maintenant un meeting qui se prépare.

Il est important de voir ainsi les questions se lier. Les cartels nés des revendications s'étendent à l'Algérie. Ceux qui se forment à propos de l'Algérie s'étendront, on peut l'espérer, aux revendications et aux problèmes d'aménagement économique.

Il est bon aussi de voir la lutte se décentraliser. Le gouvernement sera ainsi amené, semaine après semaine, à sentir le pays se dérober. C'est à partir de la base, des usines, des localités, qu'il perd prise sur ceux dont il attendait une complicité passive.

Syndicalistes ouvriers, enseignants, étudiants, paysans, jeunes, dans une dizaine de départements, l'action non seulement reprend mais s'organise à partir de coalitions qu'hier ou n'aurait pas rêvées.

A nous de faire que ce ne soit pas seulement la lutte pour la paix qui s'organise à travers ces coalitions, mais aussi une véritable rénovation politique.

Pierre BELLEVILLE

ACCORDS ET CARTELS

ISERE : Sur l'initiative de l'A.G. des étudiants, conférence de presse F.E.N., C.G.T., F.O., C.F.T.C., U.N.E.F. Communiqué commun de ces syndicats auxquels se joignent le P.S.U., le P.C., l'U.D.S.R. et le Mouvement de la Paix. Meeting commun le 10 juin.

ALPES-MARITIMES : Sous l'égide de la Ligue des Droits de l'Homme, meeting le 8 juin F.E.N., F.O., C.G.T., P.S.U., P.C., Mouvement de la Paix, S.F.I.O., S.N.I., Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme.

BOUCHES-DU-RHONE : Cartel syndical : conférence de presse à l'initiative de l'A.G. des étudiants, C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., S.N.I., U.N.E.F., S.G.E.N. D'autre part, se

sont mis d'accord pour coordonner leur action sur la plan départemental : F.E.N., U.N.E.F., C.G.T., P.S.U., P.C.F., Comité Audin, Comité de Vigilance Universitaire, Libre Pensée, Ligue des Droits de l'Homme.

LOIRE-ATLANTIQUE : Cartel syndical : C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., F.O., S.N.I. Meeting à Nantes le 9 juin avec le P.S.U., P.C.F., le S.N.I., la F.E.N., la C.G.T., la Ligue des Droits de l'Homme, le Mouvement de la Paix.

HAUTE-GARONNE : Cartel syndical : conférence de presse à l'initiative de l'A.G. des étudiants avec C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., S.G.E.N., U.N.E.F., Comité des Jeunes Agriculteurs.

PUY-DE-DOME : Cartel syndical C.F.T.,
C.F.T.C, F.E.N., S.N.I., U.N.E.F., C.G.A.

INDRE-ET-LOIRE : Cartel syndical
C.G.T., C.F.T.C, F.O., F.E.N.

ILLE-ET-VITLAINE : Coordination de
l'action dans le département de C.G.T.,
F.E.N., U.N.E.F., P.S.U., P.C.F., S.F.I.O.,
Mouvement de la Paix.

MEURTHE-ET-MOSELLE : Meeting
commun F.E.N., U.N.E.F., S.N.I., C.G.T.,
S.G.E.N., P.T.T., C.F.T.C, Comité Audin,
anciens d'Algérie, P.S.U., PCF.

CORREZE : Accord C.F.T.C, C.G.T.,
P.S.U., P.C.F., Mouvement de la Paix.

LOIRET : Accord P.S.U., PCF., parti
radical, C.G.T., S.G.E.N., Mouvement de

la Paix.

COTES-DU-NORD : Meeting commun le
24 mai C.F.T.C, C.G.T., F.O., F.E.N., S.N.I.,
Autonomes, P.S.U., P.C.F., S.F.I.O., Action
Travailleuse.

OISE : Accord P.S.U., P.C.F., C.F.T.C,
C.G.T., F.E.N., S.N.I., Mouvement de la
Paix.

RHONE : Accord A.G. des étudiants.
Anciens d'Algérie, Christianisme social,
Comité Lyonnais de défense des libertés
et droits individuels, F.E.N., Ligue des
Droits de l'Homme, L.I.C.A., Mouvement
de la Paix, P.C.F., P.S.U., S.N.E.S.,
S.N.E.T., C.G.T., etc